

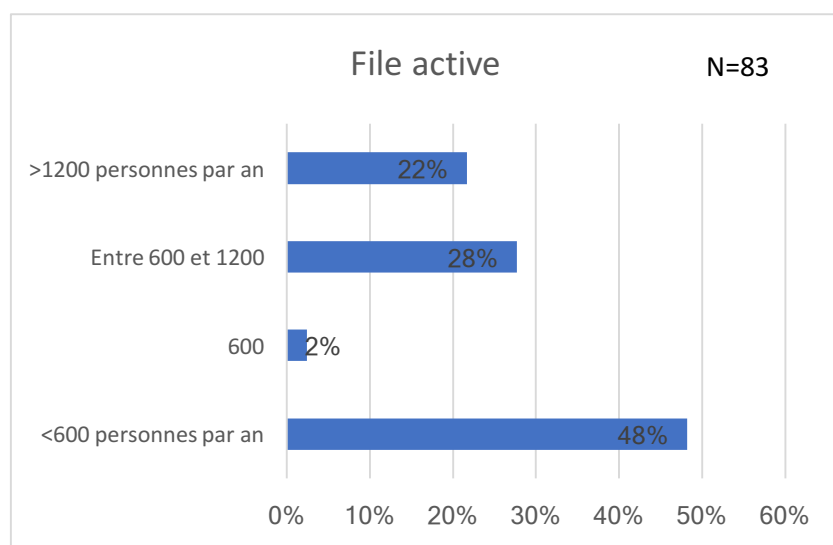
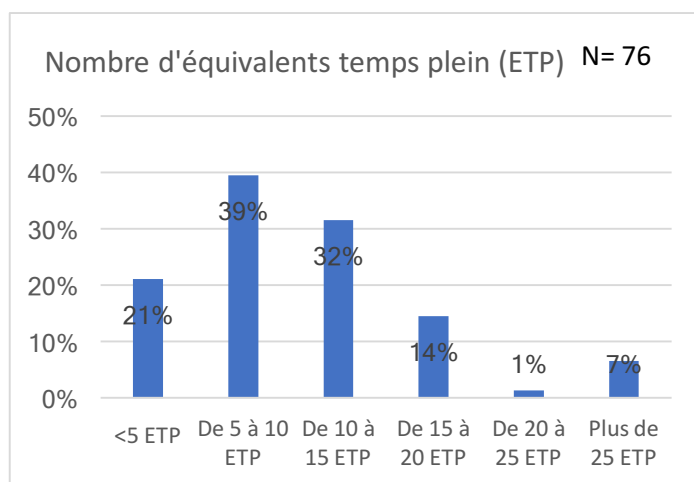
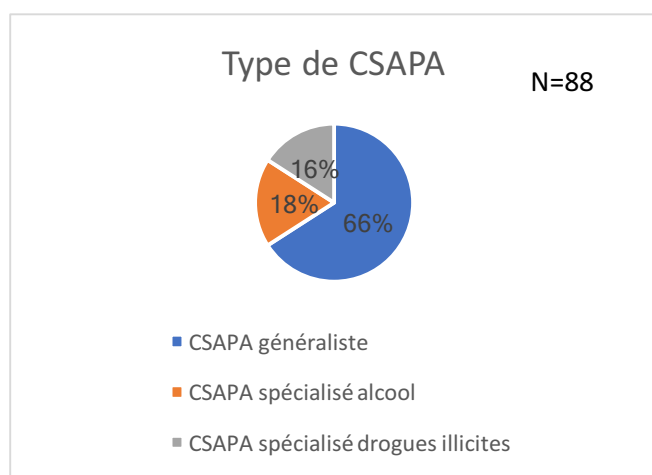
Projet « L'accompagnement des professionnels de la Justice et des addictions sur le cadre des soins obligés en addictologie »

Résultat de l'état des lieux réalisé auprès des CSAPA

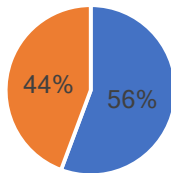
Contexte : la Fédération Addiction a diffusé un questionnaire à destination de l'ensemble des CSAPA et des CAARUD afin de connaître leurs pratiques en matière de soins obligés en addictologie.

88 questionnaires de CSAPA ont été recueillis. Ainsi, N = 88.

1) L'identité de votre structure

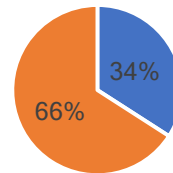


Intervenez-vous en milieu carcéral? N=88



■ Oui ■ Non

Êtes-vous CSAPA référent en milieu pénitentiaire? N=88



■ Oui ■ Non

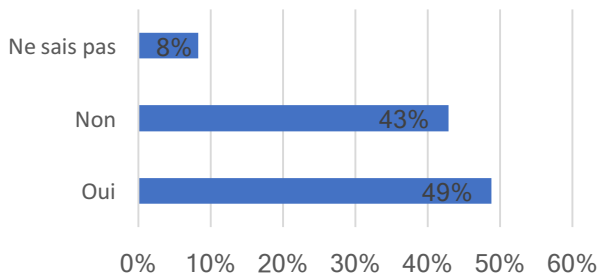
N=88

2) Vos pratiques en matière de soins obligés

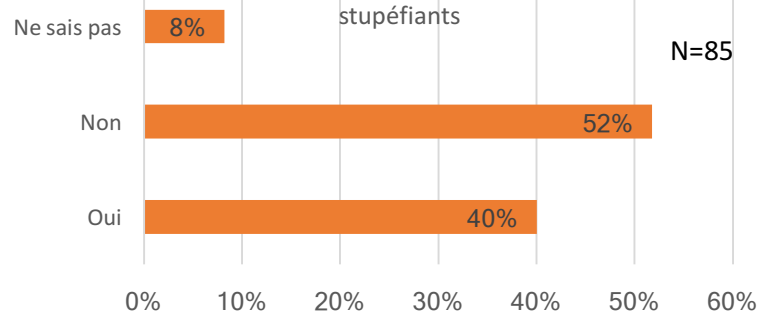
100% des CSAPA répondant accueillent des personnes majeures en soins obligés.

Dans quel cadre ?

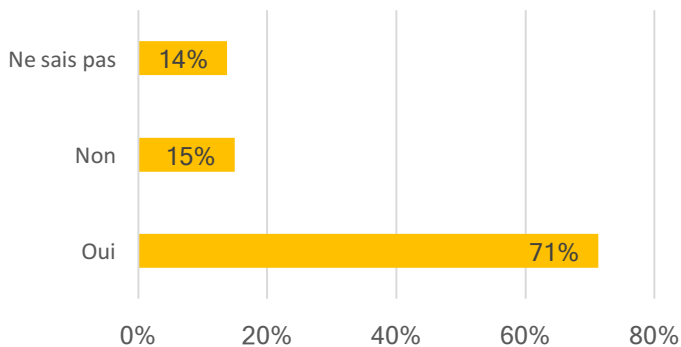
Rappel à la loi N=84



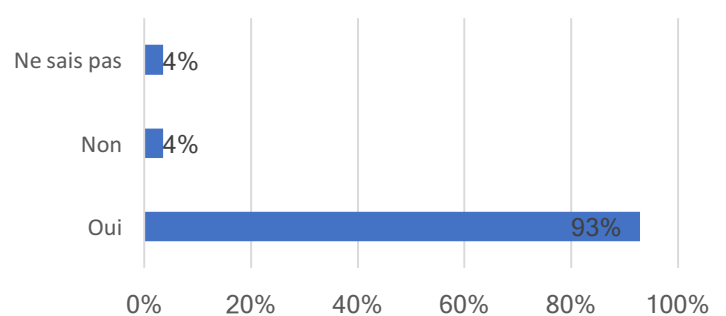
Composition pénale avec obligation de participer à un stage de sensibilisation aux dangers de l'usage de stupéfiants N=85

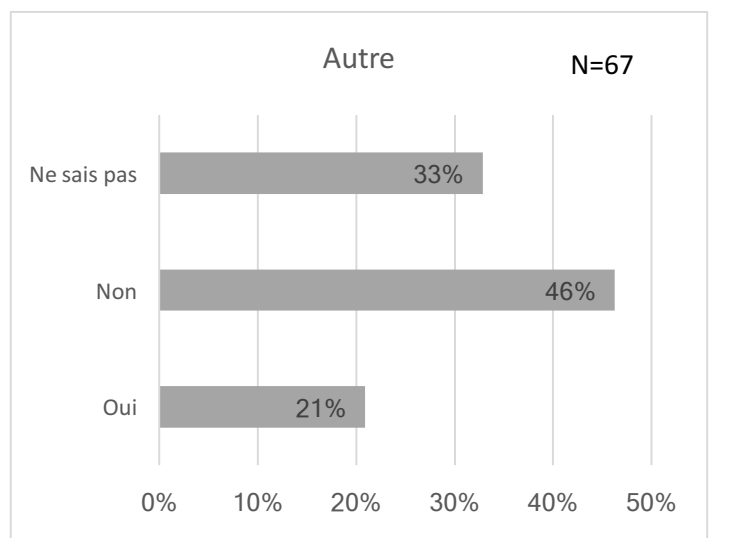
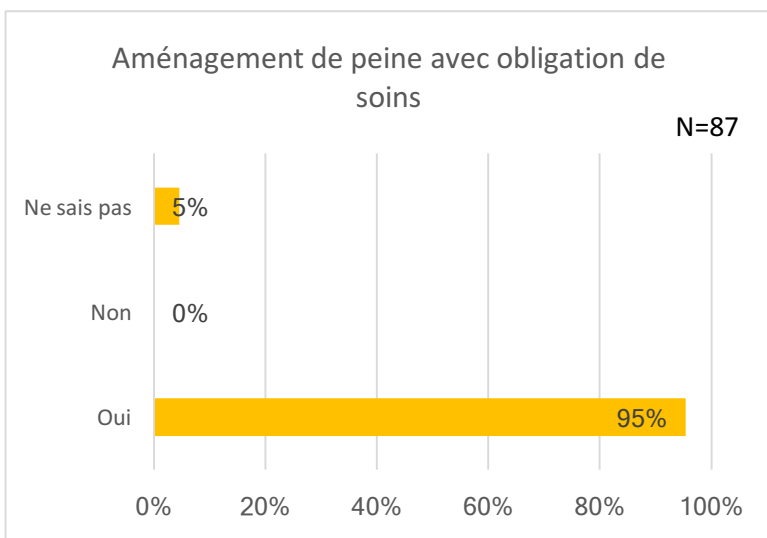
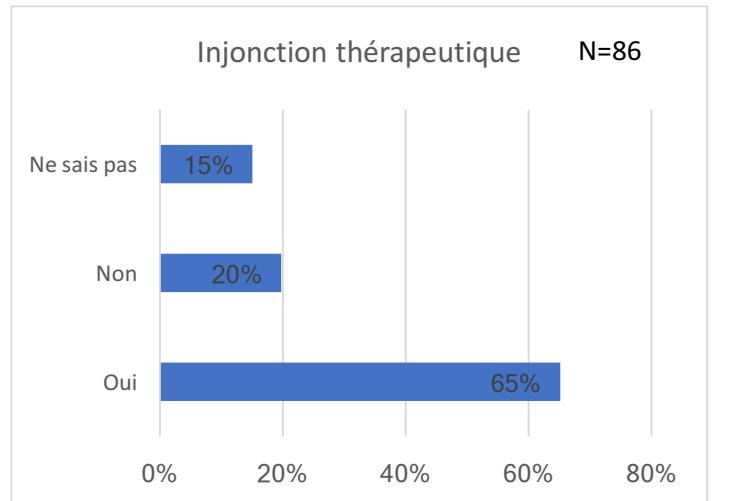
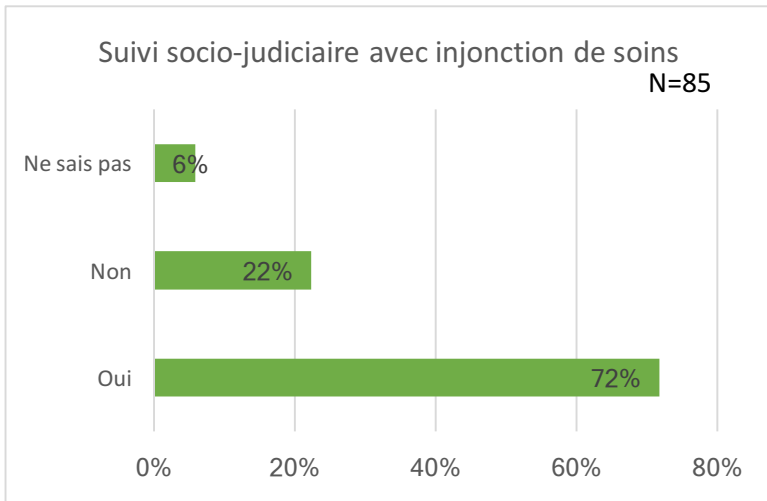
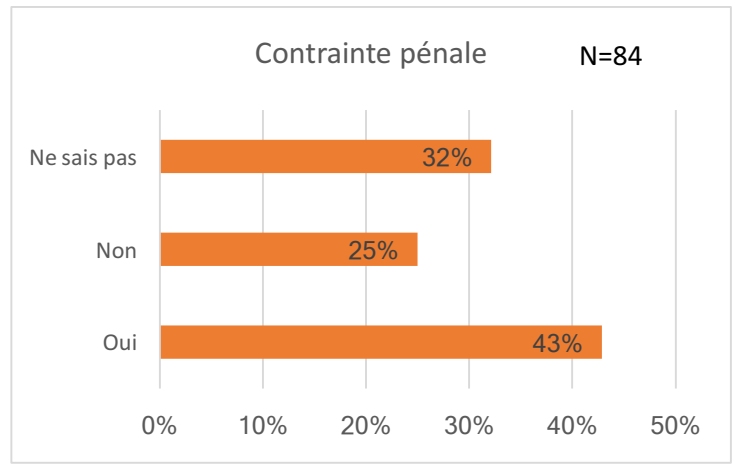
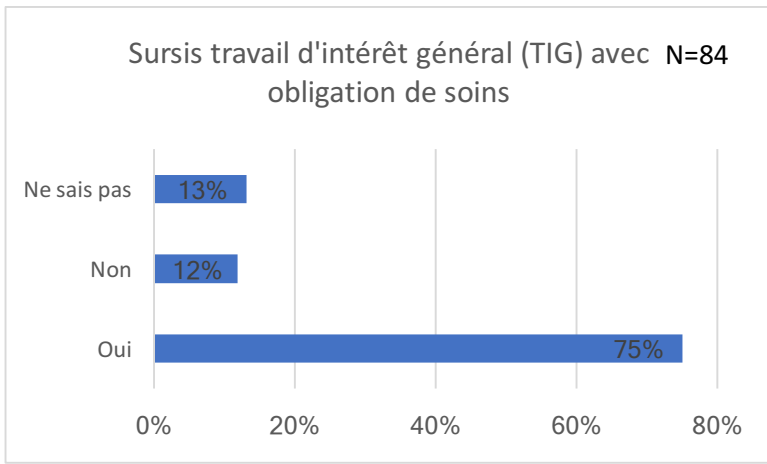


Contrôle judiciaire N=87

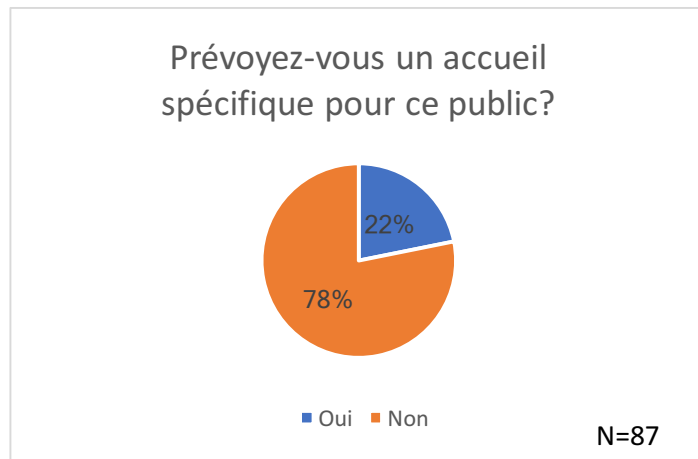
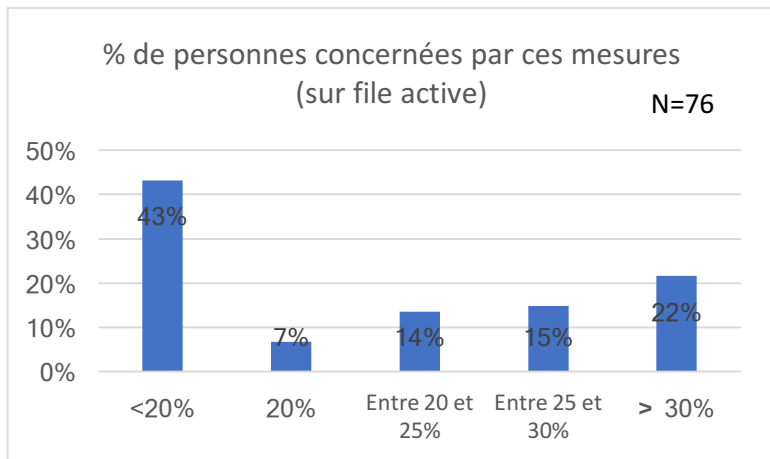


Sursis avec mise à l'épreuve (SME) avec obligation de soins N=85

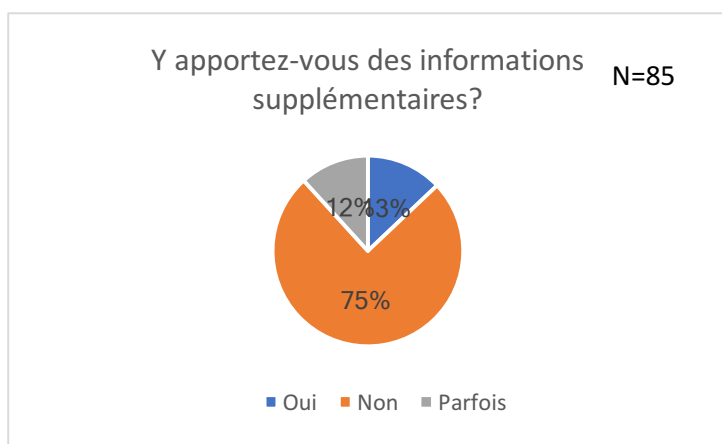
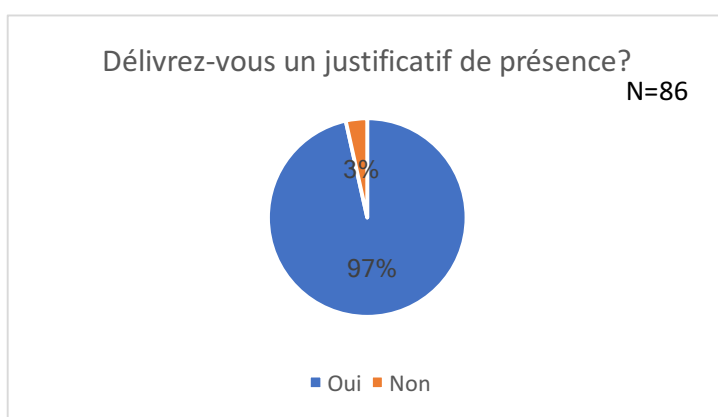
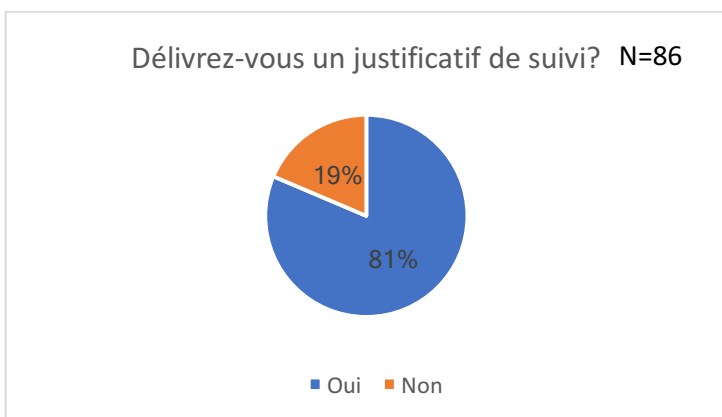




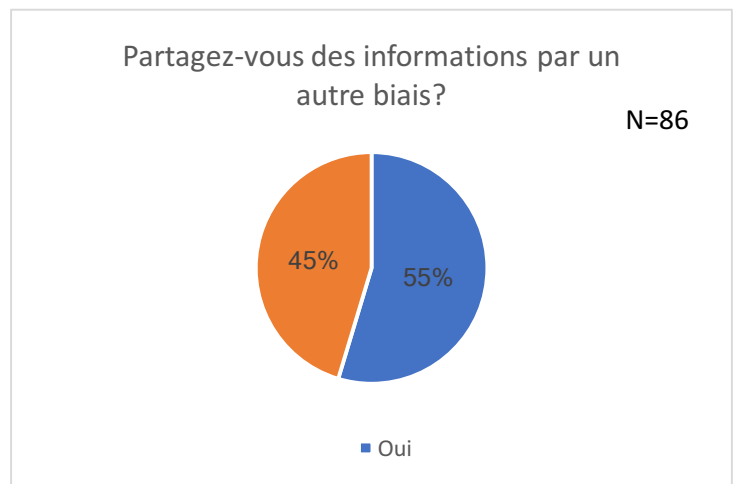
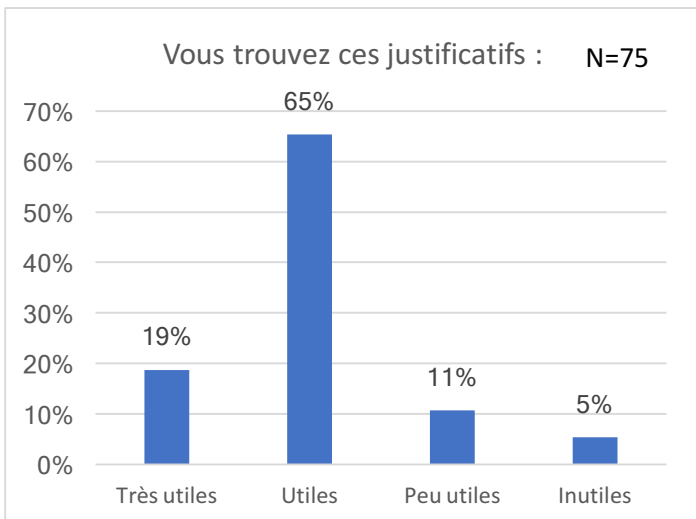
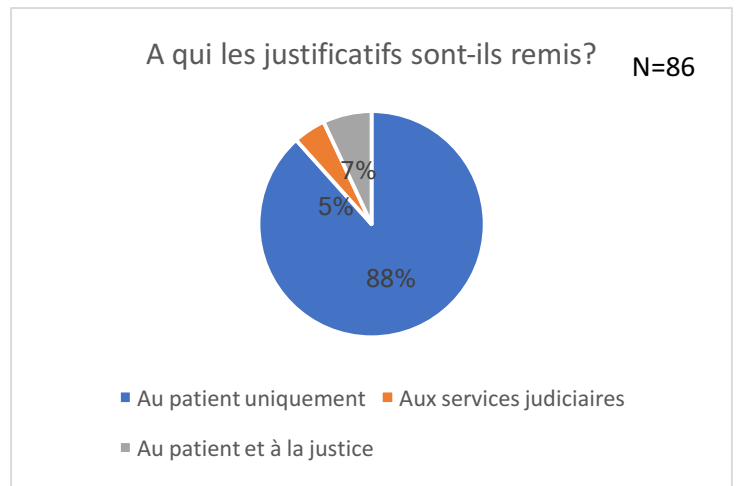
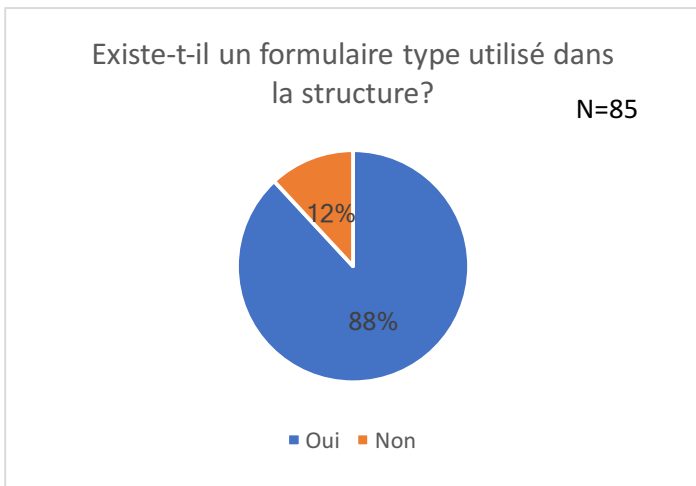
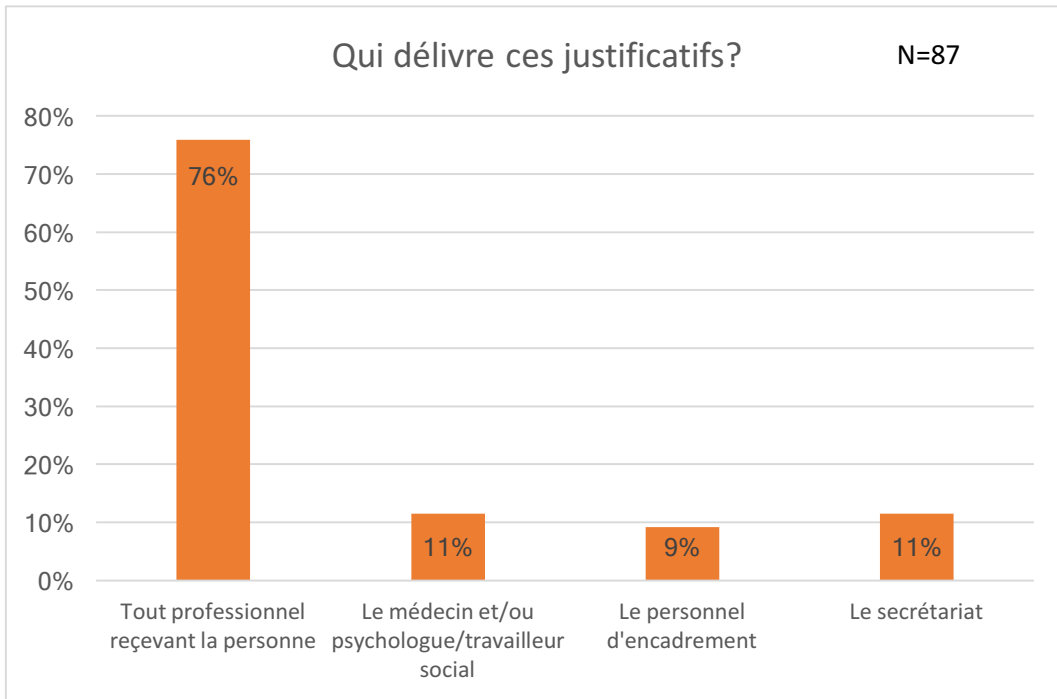
Parmi les autres mesures évoquées : classement avec orientation, mesure de semi-liberté.

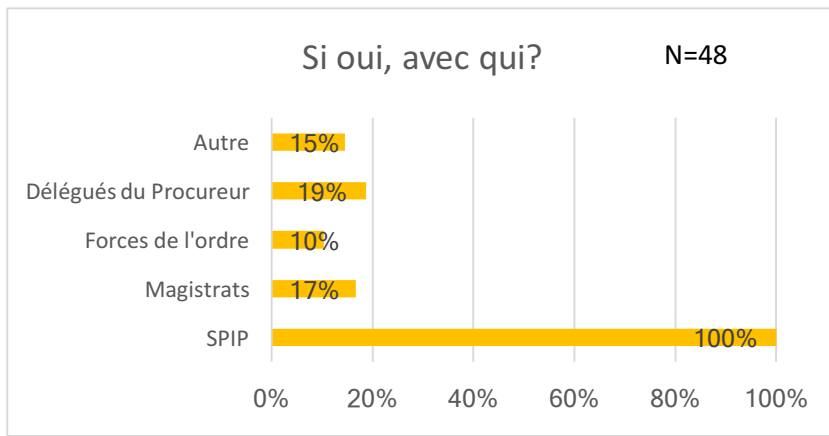


Accueils spécifiques évoqués : groupes dédiés, consultations hors du CSAPA (locaux du SPIP, du TGI, du CMP), accueil sur rendez-vous individuel, consultation effectuée par un type de professionnel (consultation par infirmier / pour les rappels à la loi, travailleur social, pour les autres mesures : psychologue), premier rendez-vous en groupe puis suivi individuel.

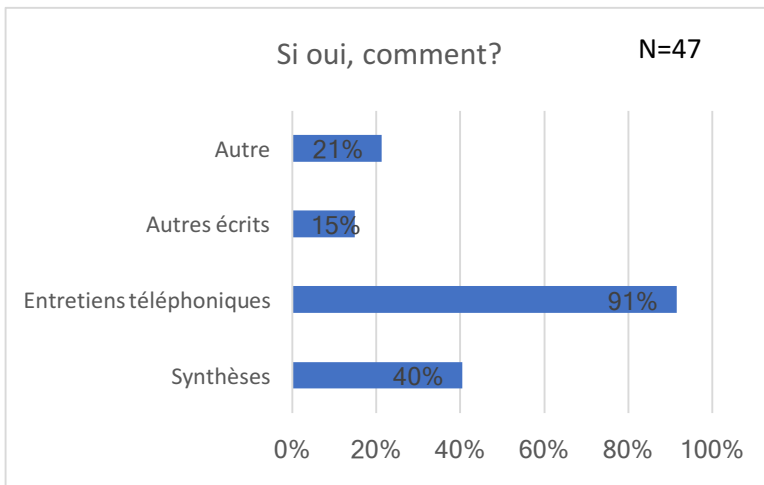


Éléments évoqués : date et heure du prochain rendez-vous, mention du dernier entretien de fin de mesure, les professionnels rencontrés, la mention que l'obligation de soins ne se justifie plus, les résultats des bilans biologiques (1 mention).

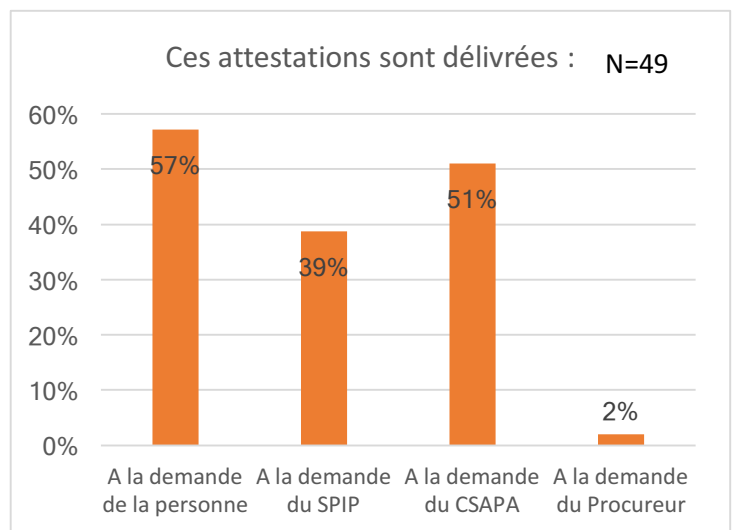
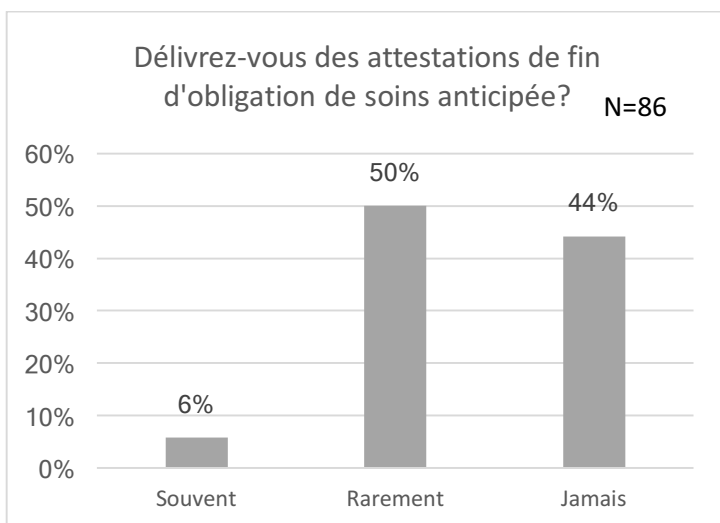




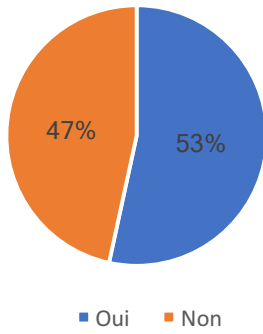
« Autre » : services sociaux, avocats, médecins coordonnateurs, partenaires médico-sociaux, service des ordonnances pénales du TGI.



« Autre » : entretiens individuels, emails, attestations de présence, réunions de concertation, bilans annuels, réunion de coordination des projets de sortie.



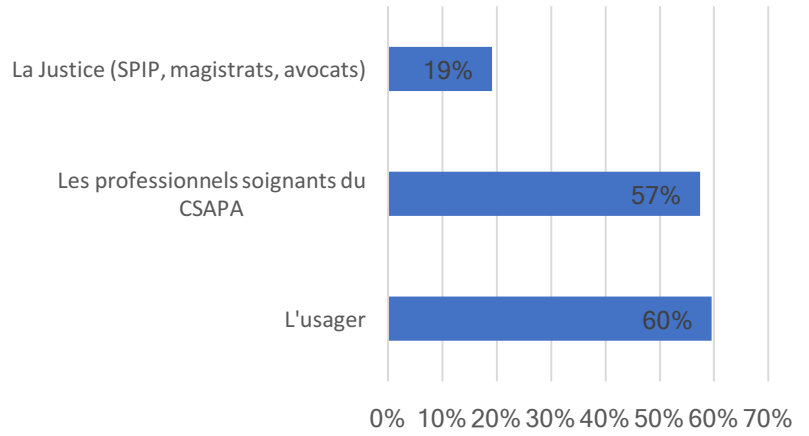
Procédez-vous à des analyses biologiques faisant état de la consommation de stupéfiants?



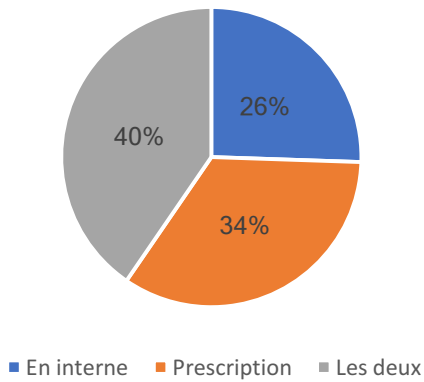
N=88

Si oui, qui en est à l'initiative?

N=47

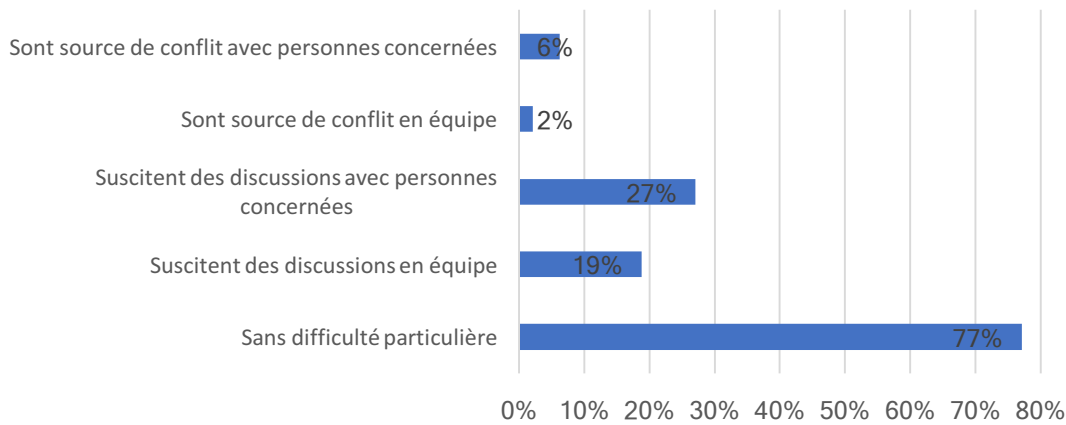


Comment sont-elles réalisées? N=47

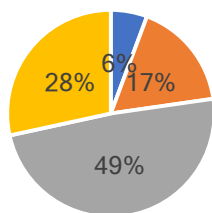


Comment ces analyses sont-elles accueillies? N=48

N=48

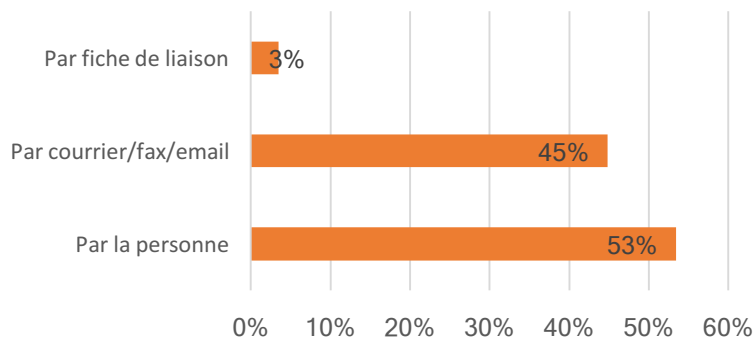


Êtes-vous destinataire de pièces judiciaires? N=88

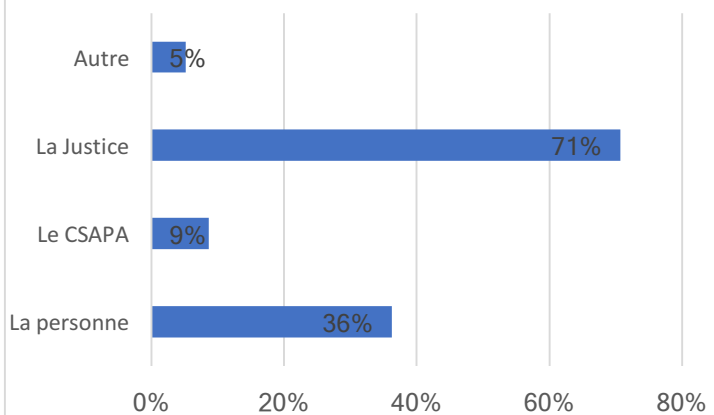


■ A chaque fois ■ Le plus souvent ■ Rarement ■ Jamais

Par quel biais vous sont-elles transmises? N=58



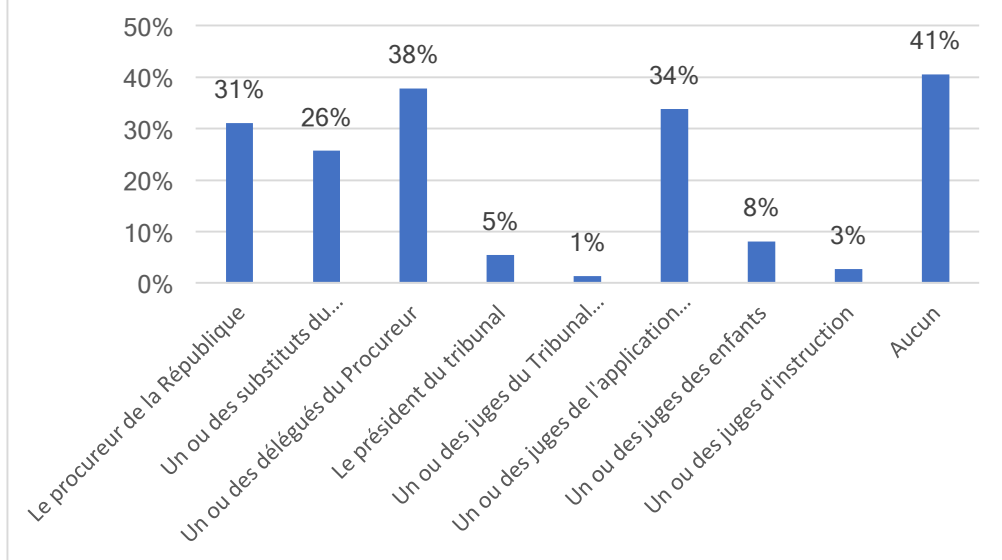
Qui est à l'initiative de cette transmission? N=58

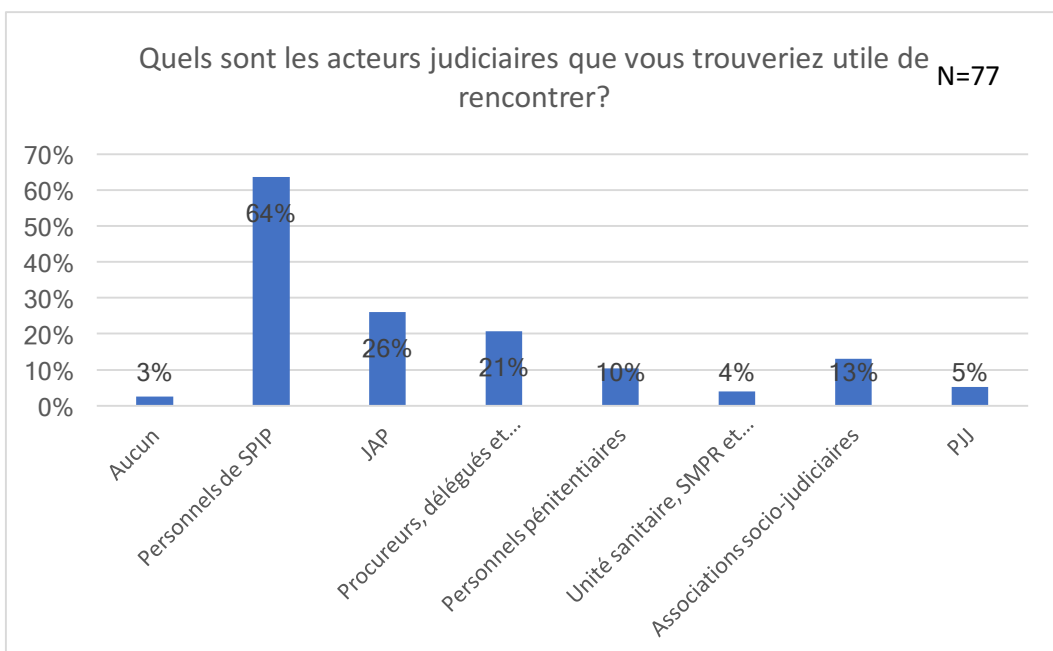
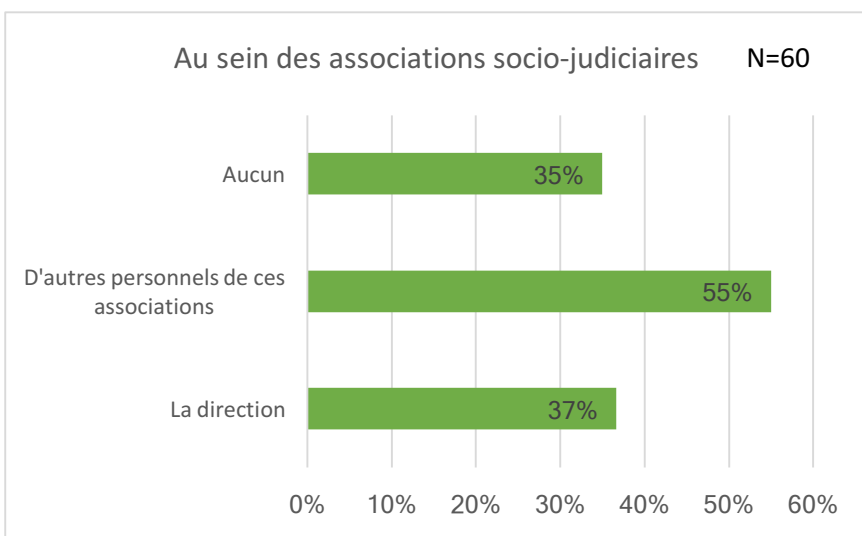
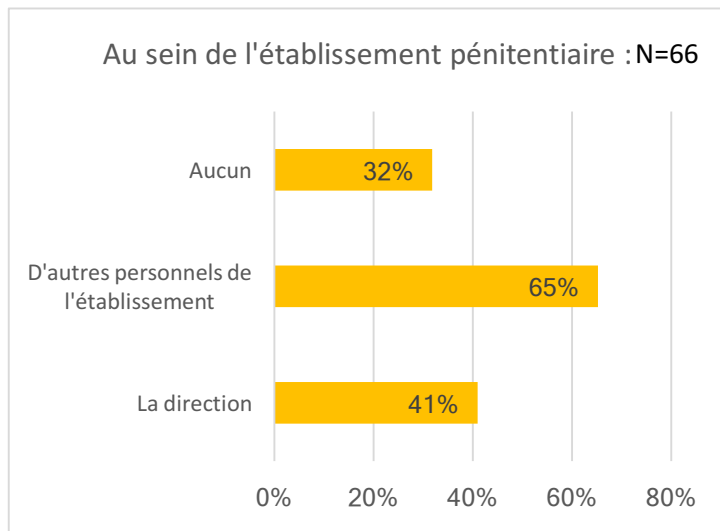
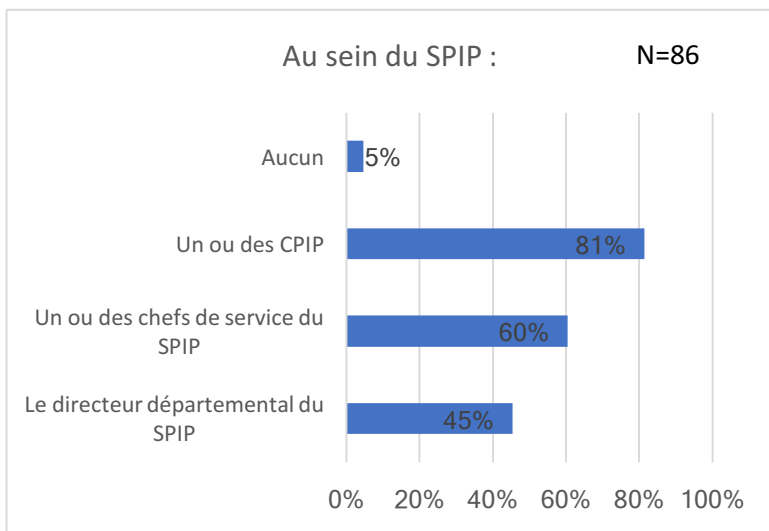


Autre : police, médecin coordonnateur, maison de la justice et du droit

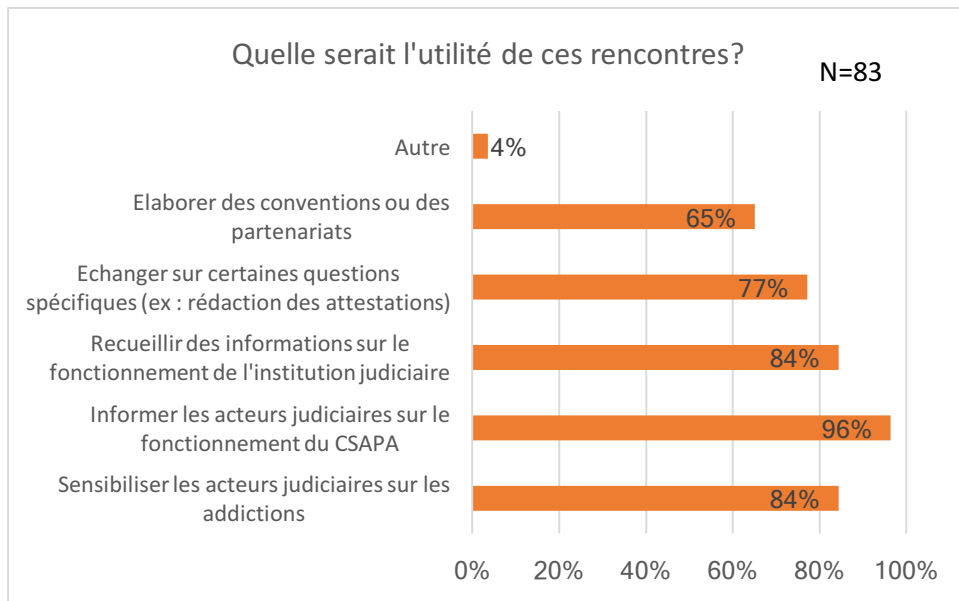
Acteurs judiciaires que le CSAPA a rencontrés à au moins une reprise au cours des deux dernières années :

Au sein du tribunal : N=74

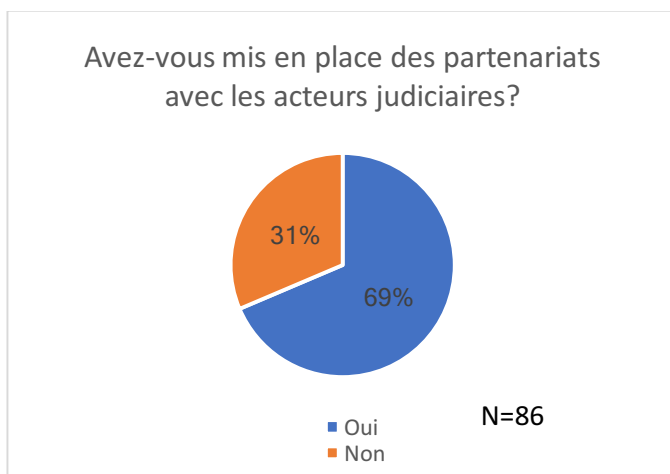


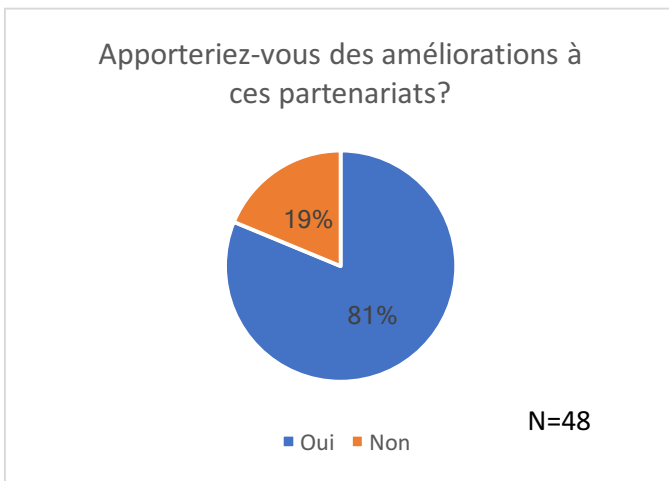
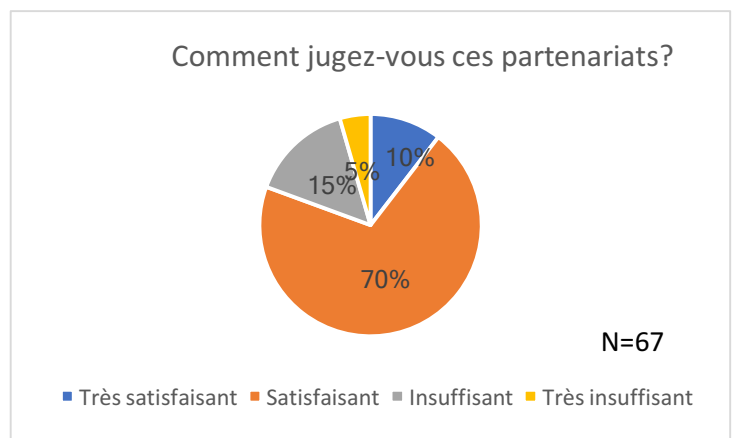
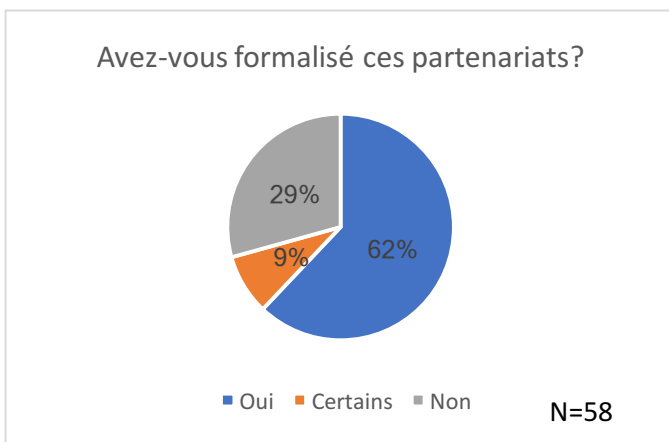
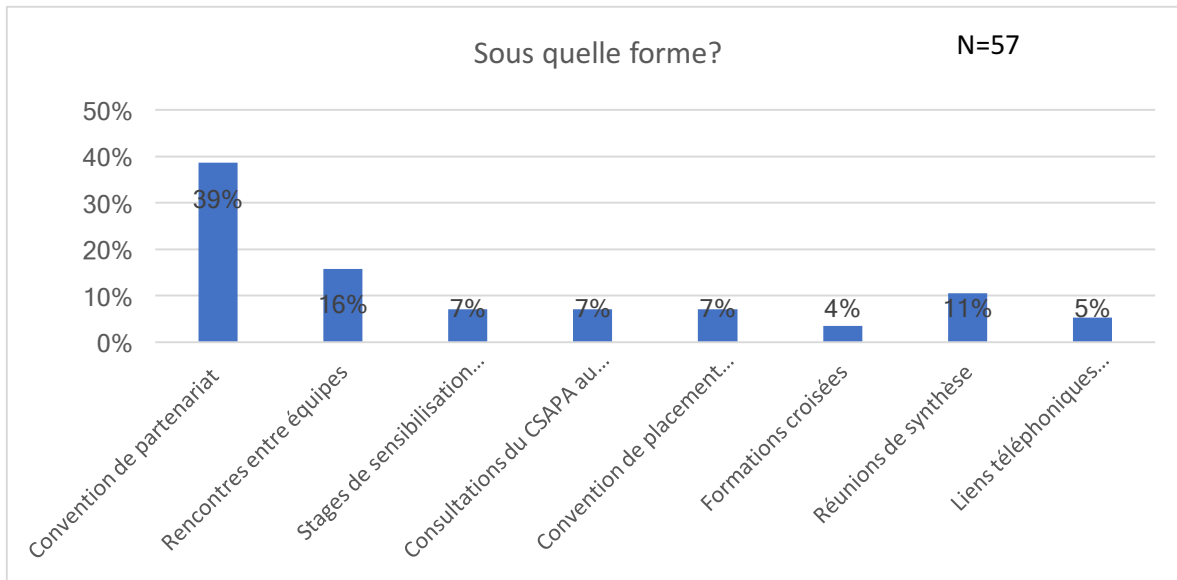


NB. Les personnels de SPIP sont considérés comme les acteurs devant être rencontrés le plus régulièrement possible (viennent ensuite les personnels pénitentiaires et les associations socio-judiciaires).



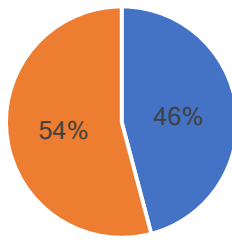
Autre : réfléchir ensemble à d'autres modalités d'accompagnement des personnes placées sous main de justice, refaire connaissance suite au turn over, échanger sur la prise en charge individuelle.





Améliorations évoquées: formaliser le partenariat, multiplier les rencontres (réunions de bilan, réunions d'interconnaissance, etc.).

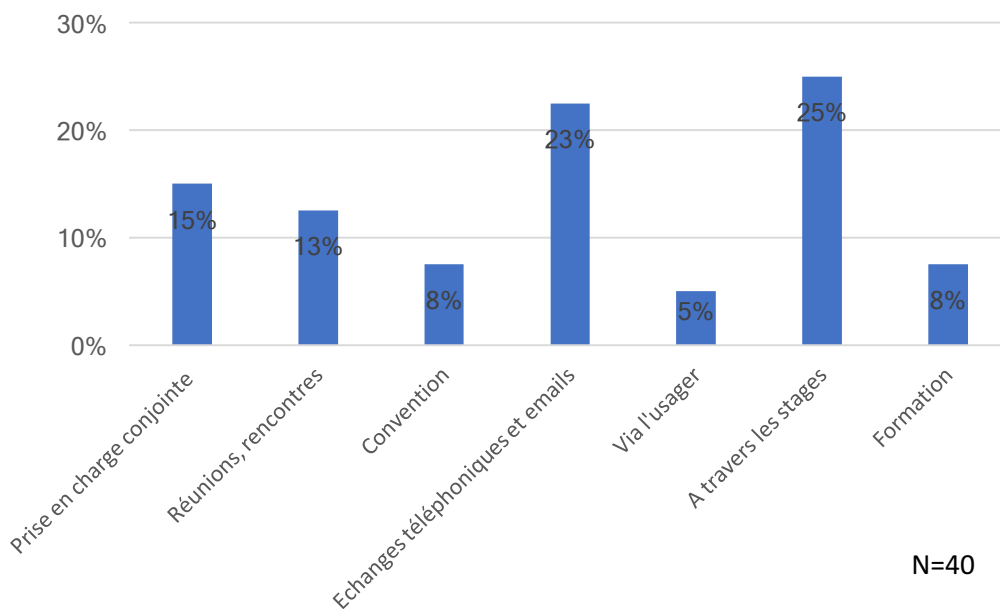
Êtes-vous en relation avec des associations socio-judiciaires?



■ Oui ■ Non

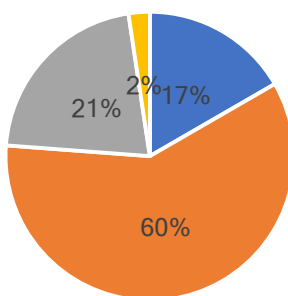
N=85

Si oui, comment?



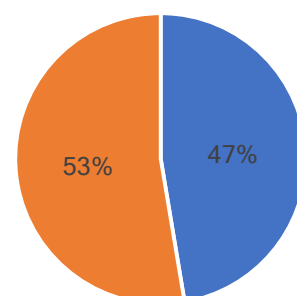
N=40

Comment jugez-vous ces relations? N=42



■ Très satisfaisant ■ Satisfaisant ■ Insuffisant ■ Très insuffisant

Avez-vous formalisé ces relations?

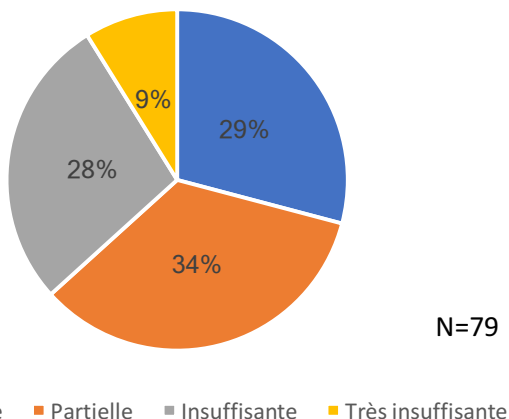


■ Oui ■ Non

N=38

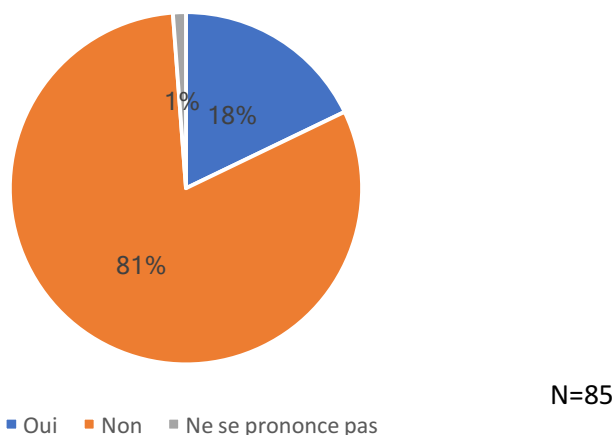
Parmi les améliorations évoquées : formaliser le partenariat, plus de régularité dans les rencontres, intervention commune sans confusion des rôles, sensibiliser le personnel sur les addictions.

Comment jugez-vous votre connaissance du fonctionnement de la chaîne judiciaire ?



Éléments évoqués : complexité du fonctionnement de la chaîne judiciaire, *turn over* important des personnels, nécessité d'une actualisation régulière.

Êtes-vous suffisamment informé(e) des évolutions législatives ?



Éléments évoqués : la connaissance dépend des personnels ; les professionnels ont une connaissance parfois tardive des nouvelles mesures.

Pour conclure :

Quels sont les points de satisfaction dans vos pratiques en matière de soins obligés ?

N=74

Deux éléments ressortent majoritairement :

La création d'une « accroche » avec la personne/ la rencontre permise avec le soin

Les liens et bons partenariats avec les acteurs judiciaires

Sont aussi évoqués : l'investissement des personnes dans la mesure,

Lorsque la personne continue son suivi après la fin de la mesure,

Le fait de pouvoir faire de la prévention et de la réduction des risques

Participer à la prévention de la récidive.

Quels sont les freins, les difficultés ?

N=75

Aucun élément ne ressort majoritairement :

- Le manque d'investissement de la personne,
- Les relations difficiles avec les partenaires judiciaires,
- La temporalité différente entre Justice et soin,
- Le manque de temps,
- Les mauvaises orientations vers le CSAPA (si troubles psychiatriques)
- Les pratiques de certains Juges de l'application des peines
- Le manque de connaissance des missions des uns et des autres
- La méfiance des usagers quant à la potentielle transmission d'informations à son sujet.

Quels seraient vos besoins et attentes d'amélioration ?

N=75

Aucun élément ne ressort majoritairement :

- Meilleure articulation avec les acteurs judiciaires
- Être informé des évolutions législatives et de leurs impacts sur les pratiques
- Être plus au clair sur les obligations des soignants
- Meilleure information de la personne sur la mesure en amont de son suivi
- Formations croisées sur le système judiciaire, le fonctionnement des dispositifs d'addictologie
- Journées d'échanges départementales, régionales
- Permettre une évaluation intermédiaire de la prise en charge avec le SPIP à +3 et +6 mois
- Augmentation des moyens et du temps
- Arrêt de la criminalisation des usages.

Avez-vous des éléments supplémentaires à nous communiquer ?

Développer la place de l'entourage familial/amical dans la prise en charge de la personne

Piste d'amélioration : se servir du DIPC pour montrer l'investissement dans le suivi

En Vendée, réseau RAPSSY où professionnels des deux secteurs se rencontrent sur des situations anonymisées.

CSAPA La Passerelle (Elbeuf) : ont formalisé un document expliquant à la personne que les analyses ne peuvent être interprétés que par un médecin.

Groupe de travail santé-justice sur l'injonction thérapeutique à Montpellier.

CSAPA Emergence (Nice) : après le premier accueil, une fiche de liaison est remise au CPIP puis un justificatif est remis à l'issue de chaque rendez-vous à la personne.

Expérimentation au sein de ce même CSAPA d'un autre dispositif d'accueil pour les personnes en obligation de soins : premier accueil en individuel, deuxième temps en collectif puis un autre temps collectif sous forme de temps d'échange avec d'autres personnes accueillies au CSAPA.